



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration FSU CDEN 11 septembre 2024

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Difficile de commencer ce CDEN sans aborder le caractère inédit de cette rentrée qui s'est faite sous un ministre et un gouvernement démissionnaires, après une dissolution de l'Assemblée nationale en mode « caprice » par le Président de la République, après deux mois où ce même Président a tout mis en œuvre pour ignorer le résultat des élections législatives qu'il a lui-même déclenchées. Alors que les Françaises et les Français se sont massivement mobilisés contre l'extrême droite, alors qu'ils se sont exprimés contre la politique menée par le Président et ses gouvernements depuis 7 ans, celui-ci a refusé d'entendre cette volonté de changement. Ce refus d'entendre le résultat sorti des urnes est dangereux. Au-delà du précédent qu'il crée, il sape les fondements de notre démocratie, notamment l'attachement au vote, et on ne mesure pas encore toutes les conséquences néfastes pour le pays et les prochaines élections.

Dans l'éducation, la rentrée s'est donc faite avec madame Belloubet, ministre démissionnaire en charge des affaires courantes, qui a continué de défendre et de porter les orientations de la politique éducative du Président, pourtant largement contestée par une grande partie de la communauté éducative et désavouée dans les urnes. Une fois de plus, cette rentrée n'a pu se dérouler que grâce à l'engagement indéfectible de l'ensemble des personnels, qui ont à cœur d'accueillir les élèves dans les meilleures conditions possibles. Nous sommes épuisés de répéter rentrée après rentrée que l'École manque de tout, qu'elle craque de partout, que les inégalités se creusent, que les moyens manquent, que de plus en plus d'élèves sont en difficulté. L'École a besoin de stabilité, d'une direction claire et de moyens pour sortir de la crise structurelle dans laquelle elle s'enfonce, comme en témoigne la crise de recrutement qui perdure. Elle est à un point de bascule. Ces dernières années, la détérioration progressive des conditions de travail, l'enchaînement de réformes inadaptées aux besoins réels et non pensées dans leur mise en œuvre, le manque criant de moyens ont érodé l'engagement et la motivation des personnels, ils ont affaibli le service public d'éducation.

Dans le premier degré, la généralisation des évaluations nationales et bientôt les manuels imposés entravent encore plus la liberté des personnels. Le pilotage par les résultats accentue la pression mise sur les personnels en les comparant et en mettant les écoles en concurrence. Dans le second degré, ce sont les élèves qui sont mis en concurrence avec la mise en place de groupes de niveau, qui désorganisent le fonctionnement et réduisent l'offre éducative des collèges publics. La FSU rejette ce choc des savoirs et le tri des élèves qu'il instaure. Les personnels, dans les écoles et les établissements, n'en peuvent plus de devoir tenir le système à bout de bras, sans aucune reconnaissance salariale, sans aucune reconnaissance tout court d'ailleurs. Pour la FSU, il n'y a plus de temps à perdre. L'École et les services publics ont besoin d'un changement de cap urgent. Quel que soit le prochain gouvernement, il ne doit pas continuer de les affaiblir en précarisant les personnels ou en imposant des réformes qui les désorganisent et suppriment toujours plus de moyens.

Ce CDEN va aborder, entre autres, les politiques éducatives du département et les dotations de fonctionnement pour les collèges du Nord. Les orientations et les décisions qui vont être présentées dans cette instance doivent, elles aussi, contribuer à renforcer le service public d'éducation et permettre aux établissements publics du département d'accueillir correctement les élèves. Elles doivent permettre également d'apporter les connaissances, la culture et le sport à tous les élèves et notamment à ceux, et ils sont de plus en plus nombreux, pour qui il ne reste que l'École pour cela. Alors, nous allons en débattre mais nous sommes très inquiets des premiers retours d'établissements qui nous font état de reculs et de baisse de moyens concernant l'entretien des collèges ou l'accès à la culture. Il semble, en effet, que les prestations d'entretien, assurées actuellement par la société Agenor, seraient en forte baisse dans de nombreux collèges. Depuis le début de celle-ci, la FSU dénonce l'externalisation de l'entretien imposée dans les collèges par le département avec des personnels toujours plus précaires en lieu et place d'agents titulaires avec des emplois pérennes et statutaires. Baisser maintenant les quotités des prestations externes quand il ne reste quasiment plus d'agents d'entretien dans les établissements est un très mauvais coup porté aux collèges. Cela va nuire à la qualité d'accueil dans les collèges publics du Nord et cela risque d'entraîner, dans quelques mois ou années, des dépenses supplémentaires d'entretien et de réparation pour les collèges et le département. Cette baisse est humainement inacceptable, car elle va toucher des personnels qui, malgré des conditions de travail souvent précaires, s'investissent pleinement dans leur mission depuis plusieurs années et qui, du jour au lendemain, doivent changer de postes et d'établissement, sans aucune garantie pour leur emploi dans les prochains mois.

Autre mauvaise surprise, celle qui concerne le dispositif « collège au cinéma ». D'après nos informations, le département aurait décidé de se désengager du dispositif. Là aussi, c'est un coup dur pour les collèges et les personnels investis dans ce dispositif depuis de nombreuses années. Cela va priver de nombreux élèves d'un accès à la culture via ce dispositif d'éducation aux images qui était implanté dans l'académie depuis plus de trente ans.

Ces échos d'établissements ainsi que l'absence d'éléments, dans les documents préparatoires à ce CDEN, sur le montant des dotations de fonctionnement des établissements et sur les politiques éducatives volontaristes du département nous inquiètent fortement. Les établissements doivent-ils s'attendre à d'autres coupes budgétaires pour l'année 2025 ? Si c'est le cas, la FSU vous demande solennellement, Mme la Vice-Présidente, d'y renoncer afin de ne pas dégrader encore une fois le service public d'éducation.

L'école publique, pilier essentiel de la République, mérite mieux. À tous les niveaux, il est impératif de doter l'ensemble des établissements et des personnels des moyens nécessaires pour accomplir pleinement leurs missions et redonner du sens à leur métier, de stopper le séparatisme social à travers la concurrence du privé, de stopper le tri social des élèves qui est désormais institutionnalisé, de redonner de l'ambition pour la réussite et l'émancipation de tous les jeunes. Il n'y a plus de temps à perdre !